

FRA 1110 88

BRILLET

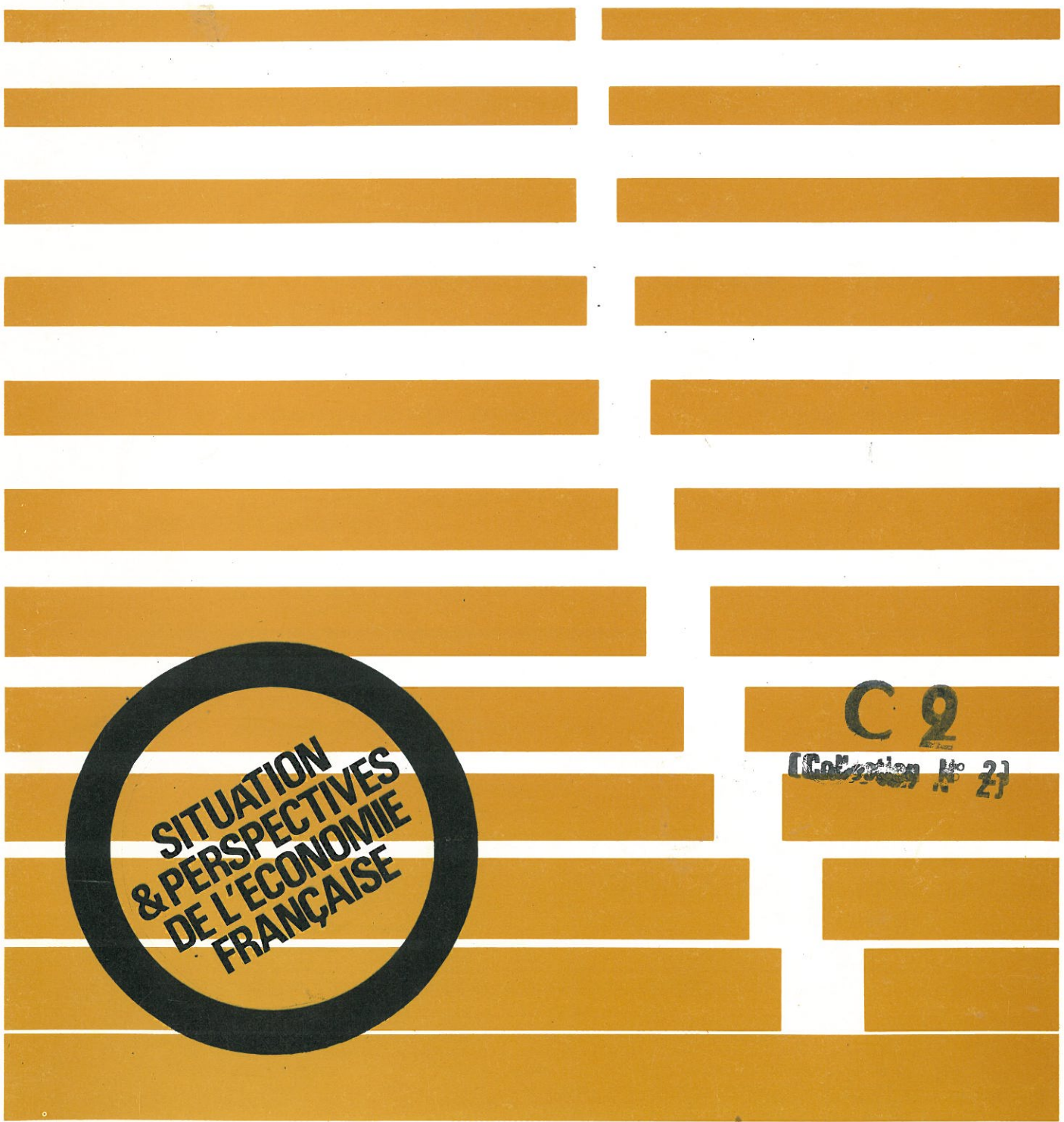
# TENDANCES

de la conjoncture

JUILLET 1984

Supplément au N° 13 (cahier bleu)  
du 28 juin 1984

NOTE DE  
SYNTHESE



**SITUATION  
& PERSPECTIVES  
DE L'ECONOMIE  
FRANÇAISE**

**C 2**  
(Collection n° 2)

**ivree**

institut national de la statistique et des études économiques



# TENDANCES

de la conjoncture

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE / MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET /  
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES Directeur général :  
M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris CEDEX 14 /  
Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier,  
Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

## SOMMAIRE

JUILLET 1984

### SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE Note de synthèse (rédaction achevée le 3 juillet 1984)

VUE D'ENSEMBLE .....	Page 3
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	Page 7
ENCADRÉ : Les hypothèses de taux de change et de cours des matières premières	
II. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET SOCIALE .....	Page 13
1. Les recettes	
2. Les dépenses	
ENCADRÉ : La hausse de la pression fiscale en période de désinflation	
III. LES REVENUS, LA DEMANDE ET L'ÉPARGNE DES MÉNAGES .....	Page 19
1. Le revenu des ménages	
2. L'arbitrage consommation-épargne	
3. La consommation	
4. L'épargne financière des ménages au premier semestre	
IV. LA DEMANDE DES ENTREPRISES .....	Page 29
1. La formation brute de capital fixe des entreprises	
2. La formation de stocks	
V. LA PRODUCTION, L'EMPLOI ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL .....	Page 35
1. La production	
2. L'emploi	
3. La durée du travail	
4. Le marché du travail	
VI. LES PRIX ET LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES .....	Page 45
1. Les coûts et les prix de production	
2. Les résultats des entreprises	
3. Les prix de détail	
ENCADRÉ : La transmission des prix en 1984	
VII. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS .....	Page 55
1. Les échanges de produits manufacturés	
2. Les autres échanges de marchandises	
3. Les invisibles et le solde des paiements courants	
VIII. LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE .....	Page 67
1. Les capacités et besoins de financement	
2. La politique monétaire	
3. Le marché financier	

#### PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 14 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 27 septembre 1984
- Le N° 11 du cahier 2 (vert) paraîtra dans les premiers jours du mois d'août

TENDANCES DE LA CONJONCTURE, 8 numéros par an (2 cahiers trimestriels : graphiques sur dix et vingt ans) plusieurs suppléments (synthèses conjoncturelles, tableau de bord mensuel, lettre bimensuelle), est diffusé par le département de la diffusion de l'I.N.S.E.E. (chef du département : M. Guy NEYRET) / Maquette : Claude CAVORY / Conception de la série 1981 : Jean BROIZAT et le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. / Chef de la section "Tendances" : M. CHAUVET / ABONNEMENT 1 AN : France, 420 F ; étranger : 510 F ; bulletin d'abonnement en dernière page de couverture.

## Avertissement

Cette note analyse le mouvement conjoncturel de l'économie française pendant l'année 1984. Elle comporte un chiffrage prévisionnel pour les trois derniers trimestres, seuls les comptes nationaux trimestriels de biens et services pour le 1<sup>o</sup> trimestre étant disponibles au moment de la rédaction de cette note. Les évolutions sont le plus souvent rapportées en terme de moyennes semestrielles, en % (elles sont alors notées : taux de croissance semestriel). On rappelle que les comptes nationaux trimestriels en volume sont évalués aux prix de l'année 1970.

Note de synthèse (rédaction terminée le 3 juillet 1984)

VUE D'ENSEMBLE ..... Page 3

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ..... Page 7  
 ENCADRE : Les hypothèses de taux de change et de cours des matières premières

II. LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET SOCIALE ..... Page 13  
 1. Les recettes  
 2. Les dépenses  
 ENCADRE : Les forces de la pression fiscale en période de déflation

III. LES REVENUS, LA DEMANDE ET L'ÉPARGNE DES MÉNAGES ..... Page 19  
 1. Les revenus des ménages  
 2. L'épargne consommation-épargne  
 3. La consommation  
 4. L'épargne financière des ménages au premier semestre

IV. LA DEMANDE DES ENTREPRISES ..... Page 29  
 1. La formation brute de capital fixe des entreprises  
 2. La formation de stocks

## Conventions

GA : glissement annuel mesuré du quatrième trimestre de l'année n-1 au quatrième trimestre de l'année n. Sauf indication contraire, ce glissement est calculé à partir du niveau moyen des quatrième trimestres.

MA : moyenne annuelle

Source : le provenance des chiffres portés dans les tableaux est indiquée au bas de ceux-ci, lorsqu'il ne s'agit pas de données issues des comptes nationaux trimestriels.

\* : les estimations et prévisions sont signalées par un astérisque. Elles sont toutes, sauf mention explicitement contraire, et quelle que soit la source des chiffres connus, effectuées par l'INSEE.

CVS : tous les chiffres sont, sauf mention contraire, corrigés des variations saisonnières.

Le Service de la Conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion possible des informations et études qu'il publie. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations et références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur la nature et la source des hypothèses et raisonnements qui sous-tendent le diagnostic économique.

Un accident, 1984 confirmera le redressement des résultats des entreprises. L'excédent brut d'exploitation progresserait de plus de 130 milliards de francs, après avoir progressé de plus de 100 milliards en 1983. Les ratios utilisés pour suivre l'évolution du compte des entreprises (taux de marge, taux d'épargne) retrouveront en fin d'année des niveaux les plus élevés depuis 10 ans. Ralentissement des coûts, importés et nationaux, maintien d'une certaine croissance et bonne tenue de la productivité en raison de fortes réductions d'effectifs, baisse de la pression fiscale supportée par les entreprises, tous les facteurs contribueront à ce redressement.

A l'opposé le pouvoir d'achat du revenu des ménages baissera pour la deuxième année consécutive. Le pouvoir d'achat du taux de salaire horaire devrait être maintenu, mais les réductions d'effectifs et la hausse des cotisations sociales amputeront la masse salariale globale. Hors prestations santé, les revenus sociaux ne progresseront que par l'accroissement des bénéficiaires (poussée du chômage, accroissement du nombre des retraités) ; leur pouvoir d'achat par tête sera réduit. En moyenne annuelle la baisse du revenu réel des ménages sera proche de 1 %, un peu plus forte que celle observée en 1983. Aussi, malgré la poursuite de la baisse du taux d'épargne, la croissance de la consommation se ralentira au premier semestre et s'annulera au second : la baisse sera forte pour les produits manufacturés et la croissance faible pour les services. Comme en 1983, la baisse de l'épargne des ménages portera à la fois sur les achats de logements et les placements financiers.

La reprise de l'investissement productif, encore timide en début d'année, devrait se raffermir au second semestre. Les résultats des entreprises le permettront malgré une demande peu active. Cette reprise touchera essentiellement l'industrie où serait enregistrée une progression d'environ 12 %, et plus particulièrement au sein de celle-ci le secteur nationalisé et les grandes entreprises.

C'est la demande étrangère qui restera le principal soutien de la production industrielle. Après une croissance exceptionnelle au premier trimestre et une stabilisation au deuxième, les exportations de produits manufacturés reprendront au second semestre à un rythme proche de celui de la demande mondiale. Ces exportations sont au cours de l'année soutenues par des ventes très élevées de gros matériels. Les importations de produits manufacturés progresseront au rythme plus ralenti de la production intérieure.

Il en résultera une forte progression de l'excédent des échanges de produits manufacturés (44 milliards de francs) que diminueront de moitié l'alourdissement de la facture énergétique (14 milliards de francs) et la réduction du solde agroalimentaire (3

**Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois (aux prix de l'année 1970)**

Taux de croissance semestriel

	1983				1984			
	I	II	GA	MA	I	II	GA	MA
PIB marchand .....	0,3	0,5	0,7	0,7	1,0	0,4	1,2	1,4
Importations .....	- 0,1	- 1,4	0,7	- 0,5	3,7	0,6	2,1	3,3
Total des ressources .....	0,2	0,1	0,7	0,4	1,5	0,4	1,4	1,8
Consommation des Ménages .....	0,5	0,2	0,7	1,1	0,6	- 0,3	- 0,2	0,5
FBCF totale .....	- 0,5	- 0,8	- 0,2	- 1,4	- 1,4	1,8	0,3	- 0,9
dont SQS et EI .....	- 0,7	0	1,5	- 1,5	- 0,1	3,1	2,6	1,4
Exportations .....	- 1,1	6,1	4,2	3,8	1,5	1,8	2,4	5,4
Emplois hors Stocks .....	0	1,3	1,4	1,3	0,4	0,5	0,6	1,3
Variations de Stocks (milliards F70) .....	7,6	- 0,3		7,3	7,1	6,5		13,6

**Produits manufacturés : équilibre ressources-emplois (aux prix de l'année 1970)**

Taux de croissance semestriel

	1983				1984			
	I	II	GA	MA	I	II	GA	MA
Production .....	0,8	0,7	0,8	1,0	0,4	0,8	1,4	1,1
Importations .....	0,4	- 1,7	1,7	- 0,1	3,7	1,4	2,4	3,6
Total des ressources .....	0,4	- 0,1	0,5	0,6	1,0	0,7	1,2	1,3
Emploi intermédiaires .....	0,6	0,4	0,4	0,8	0,3	0,7	1,3	0,8
Consommation des ménages .....	- 1,5	- 1,4	- 3,6	- 1,6	- 1,4	- 1,5	- 3,5	- 2,9
FBCF totale .....	- 0,5	0,3	1,7	- 0,1	- 0,2	4,1	3,7	2,0
dont SQS et EI .....	- 0,5	0,7	2,9	- 0,8	0,0	4,3	3,6	2,5
Exportations .....	- 0,5	5,0	4,9	3,7	4,3	1,2	4,8	7,4
Emplois hors Stocks .....	- 0,3	0,9	0,5	0,8	0,6	0,7	1,1	1,4
Variations de Stocks (Milliards F 70) .....	7,9	3,4		11,3	4,9	5,0		9,9

milliards de francs). Au total, le rétablissement de l'équilibre extérieur se poursuit. Le déficit commercial se réduira de moitié ; en données FAB-FAB, il sera de l'ordre de 25 milliards de francs. L'évolution de la balance des invisibles sera moins favorable. Il en résultera un déficit de la balance des paiements courants lui aussi de l'ordre de 25 milliards de francs. En profil, après des déficits commerciaux élevés au premier trimestre, l'équilibre commercial devrait être atteint en fin d'année.

Forte amélioration du solde du commerce extérieur, ralentissement de la consommation des ménages mais que relaie la reprise de l'investissement : l'économie française connaîtra en 1984 une croissance lente à un rythme un peu supérieur à celui de l'an dernier. L'écart de croissance avec les principaux partenaires commerciaux pourrait cependant se réduire du fait d'une croissance moins rapide que prévu dans les autres pays européens.

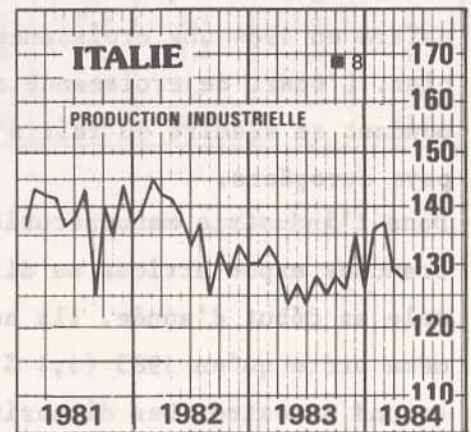
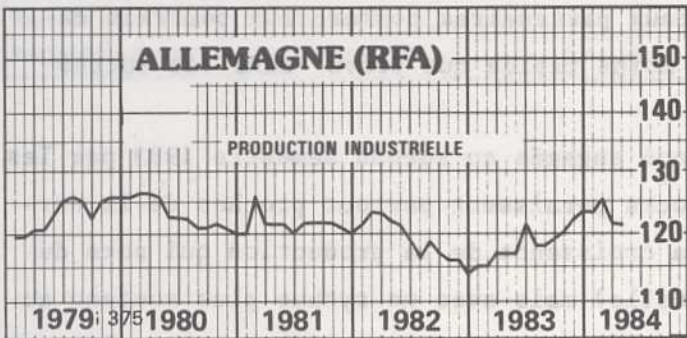
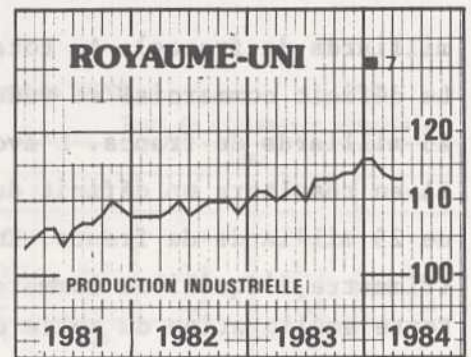
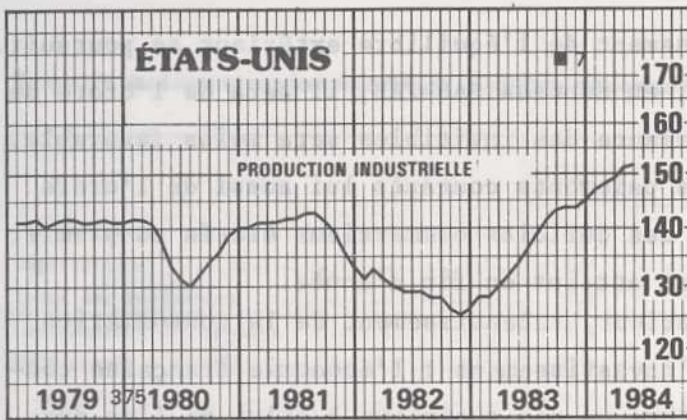
Dans l'industrie manufacturière, la croissance engagée au second semestre 1983 par les branches exportatrices se diffuse. Les stocks paraissent partout proches de la normale en début d'année. Ils accompagneront la croissance de la production qui sera du même ordre qu'en 1983 (1,1 % en moyenne annuelle) mais avec un rythme plus soutenu au second semestre. Des disparités importantes subsisteront entre branches : les plus porteuses seront celles des biens intermédiaires et d'équipement professionnel ; la production se stabilisera dans les biens de consommation, mais elle baissera dans l'automobile.

Croissance modérée des services, forte baisse dans le bâtiment et les travaux publics, et meilleure tenue que l'année précédente pour l'agriculture et l'agroalimentaire : au total la croissance du PIB sera de 1,4 % en moyenne annuelle, plus forte qu'en 1983 (0,7 %). Contrairement à celle de l'industrie manufacturière, elle est acquise pour l'essentiel à la fin du premier trimestre.

Cette croissance reste insuffisante pour empêcher un fort mouvement de réduction d'emplois, déjà en cours au premier trimestre. La baisse des effectifs salariés serait de l'ordre de 140 000 dans l'industrie manufacturière et de 60 000 dans le BTP. Pour la première fois il n'y aurait pas de créations nettes d'emplois dans le tertiaire marchand. Au total, ce sont près de 215 000 emplois qui disparaîtraient dans l'ensemble des branches marchandes non agricoles. Le chômage continuera de progresser à des rythmes élevés : corrigé des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emplois en fin de mois approchera 2 500 000 à la fin de l'année.

Trait marquant de l'année, la décélération des prix se confirme. Après une certaine stabilisation en début d'année sur un palier de l'ordre de 8 % par an, le ralentissement des prix de détail sera fort au second semestre. L'augmentation de l'indice, voisine de 3,7 % au premier semestre, sera de l'ordre de 6,5 % pour l'année. La modération des prix agricoles et des prix à l'importation sont des facteurs favorables, mais le ralentissement sera surtout dû à l'évolution des prix des services ; à l'opposé les hausses des prix des produits manufacturés sont encore fortes eu égard à la remarquable modération des taux de salaire et à la poursuite d'importants gains de productivité ; elles permettent la reconstitution des marges des entreprises industrielles.





Indice 100 en 1970

